



Workers'
Group
EESC

Groupe des Travailleurs

M A I 2 0 1 9

Voici l'Europe que nous voulons: à vous de jouer!

Le groupe des «Travailleurs» (groupe II) du CESE est composé de représentants des organisations syndicales, confédérations et fédérations sectorielles nationales. Ses membres représentent plus de 80 organisations syndicales, dont la grande majorité est affiliée à la Confédération européenne des syndicats (CES) ou à ses fédérations sectorielles.

Nos principales priorités ont toujours été la défense des libertés fondamentales et des droits des travailleurs. Nos objectifs sont le plein emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs en Europe et le bien-être de tous les citoyens de l'Union européenne, sans oublier les travailleurs des autres continents et leur famille.

Nous voulons une Union européenne au service du plus grand nombre, et pas uniquement de quelques-uns: une Union qui soit sociale, démocratique et progressiste. Nous nous efforcerons de façonner une Union européenne qui protège les travailleurs et les autres citoyens et qui assure à tous des perspectives solides et équitables en relevant de manière cohérente les défis de la mondialisation, de la numérisation et du changement climatique.

Les quatre libertés, à savoir la circulation des marchandises, des citoyens, des services et des capitaux qui, ensemble, rendent possible le commerce et le développement économique, l'emploi, la créativité et l'innovation, les échanges de connaissances et le développement des infrastructures dans les régions périphériques, constituent l'essence de l'Europe; **toutefois, les droits sociaux fondamentaux doivent être prioritaires par rapport aux libertés économiques et les règles de concurrence.**

Le projet européen a permis un certain progrès économique et social mais il n'a pas été réparti de manière égale et tous les citoyens ne sont pas en mesure de tirer parti de sa richesse. L'objectif serait donc de mettre en place **une nouvelle stratégie européenne globale capable de fournir à tous une véritable égalité des chances et dans laquelle les facteurs économiques, sociaux et environnementaux** seraient liés.

Le **socle européen des droits sociaux** est le principal instrument qui oblige la Commission, le Parlement européen et les États membres à procéder, au niveau européen et national, à une améliora-

tion des conditions de travail et de vie des populations, qui protège et responsabilise les citoyens et qui rééquilibre l'intégration de l'UE axée sur le marché.

Pour cette raison, nous appelons de nos vœux un nouveau **«contrat social»** assorti d'un **programme d'action sociale** qui offre à tous les citoyens une société plus juste et plus égalitaire et garantisse une vie meilleure au plus grand nombre, et pas seulement à une minorité. Pour cela, nous préconisons:

- Le respect du principe de **l'égalité de rémunération pour un même travail** effectué au même endroit;
- Les **mêmes droits** pour tous les travailleurs: pas d'emploi sans contrat, pas d'emploi sans la protection par des négociations collectives; pas d'emploi sans rémunération décente, interdiction des contrats «zéro heure» et du faux travail indépendant;
- Une Europe dotée d'États providence forts, de filets de **protection sociale et de services publics solides**;
- Des **salaires minimums décents** dans toute l'Europe;
- **La fin des disparités et des inégalités sociales, économiques et environnementales**;
- **Un dialogue social efficace** et l'adhésion à un syndicat, meilleur moyen de garantir la protection des travailleurs et l'augmentation des salaires;
- Le **dialogue social en tant qu'instrument de mise en œuvre du programme pour le développement durable**;

- Le dialogue social exige un environnement favorable et un cadre institutionnel efficace. Cela passe d'abord par le **respect de la liberté d'association et le droit à la négociation collective**;
- Que l'UE œuvre avec les partenaires sociaux pour promouvoir **des pratiques saines en matière de relations de travail et un bon fonctionnement des administrations du travail**;
- **Un cadre européen pour la protection et le renforcement de l'information et de la consultation des travailleurs et pour la participation**;
- Des **exigences minimales pour l'assurance chômage** en termes de taux de remplacement net, de période d'ouverture des droits et de taux de couverture, ainsi que de formation et d'activation pour aider les travailleurs en cas de chômage;
- L'instauration d'un **cadre européen contraignant pour un revenu minimum décent en Europe afin de généraliser des systèmes de revenu minimum dans les États membres.**

Nous appelons à



Une Europe durable, qui garantit le bien-être des citoyens et assure le progrès social et écologique en ne laissant personne ni aucun territoire de côté lors des transitions vertes et numériques.

Équité et justice

L'Europe doit devenir une véritable union sociale dans laquelle les droits sociaux soient juridiquement contraignants, ce qui permettrait de responsabiliser les travailleurs, de lutter contre la pauvreté et de réduire les inégalités.

► Un **marché unique équitable et opérationnel** qui **empêche le dumping social** et **assure l'égalité** de rémunération pour un même travail sur un même lieu de travail.

► La mise en œuvre d'un programme d'action porteur de changement et mesurable en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, au moyen d'une **stratégie européenne intégrée et ambitieuse sur cinq ans en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**, y compris l'élimination des écarts de rémunération, par le biais d'un outil spécifique qui rendrait les entreprises responsables de la déclaration des politiques salariales et de leurs

stratégies d'interdiction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

► Le droit à des soins de santé de qualité, à l'éducation et à des retraites décentes est universel et doit être défendu.

► L'Europe a besoin d'une approche globale de la politique migratoire, qui soit fondée sur une responsabilité partagée, assure une répartition équitable, la convergence et le respect des droits fondamentaux; et qui prévoie de nouveaux canaux légaux de migration. respect for fundamental rights and with new legal channels for migration.

► **Les jeunes Européens** doivent avoir le pouvoir et les compétences nécessaires pour façonner leur avenir et devenir des citoyens actifs.

Une UEM au service des citoyens

Afin de bénéficier du soutien vital des citoyens, il y a lieu de renforcer la dimension sociale et de mettre en œuvre des formes démocratiques et transparentes de gouvernance de la zone euro afin d'assurer la prospérité économique et un niveau de vie élevé.

- Un semestre européen doté d'une forte dimension sociale et d'indicateurs sociaux contraignants pour l'environnement.
- Une fiscalité et une redistribu-

tion des richesses équitables.

► Le dialogue macroéconomique comme solution de remplacement aux conseils de compétitivité.

► Une politique d'investissement pour des emplois de qualité.

► Garantir les investissements publics et privés nécessaires.

► L'on devrait pouvoir recourir à la flexibilité qu'offre le pacte de stabilité et de croissance pour

permettre l'application de la règle d'or en matière d'investissement public, qui veut que l'on effectue les investissements et les dépenses courantes en rapport de manière à obtenir des bénéfices et des effets futurs.

► **Sauvegarde des droits sociaux et de la démocratie.**

► Respect de **l'autonomie des partenaires sociaux**, y compris la négociation collective.

Une transition juste vers l'ère numérique

Nous préconisons un cadre législatif portant sur des transitions justes, dans lesquelles le dialogue social et des systèmes solides de négociation collective entre les partenaires sociaux devraient prévaloir en tant qu'instruments essentiels afin d'anticiper et de gérer les transitions et les mutations en vue:

► D'améliorer le droit du travail pour faire face aux nouvelles formes de travail et de mettre fin

au travail précaire;

► D'assurer la santé et la sécurité des emplois dans le secteur du numérique;

► De **garantir un droit universel à l'éducation et à la formation tout au long de la vie**, qui permette aux personnes d'acquérir des compétences, de se reconverter et d'accroître leurs compétences;

► D'accroître sensiblement les investissements dans les institutions, les politiques et les straté-

gies destinées à soutenir les personnes dans les futures transitions de leur vie professionnelle;

► D'offrir aux travailleurs une participation équitable aux dividendes numériques pour les travailleurs;

► Une transition juste nécessite des investissements dans des systèmes de protection sociale efficaces et intégrés;

► De garantir la protection des données pour les travailleurs et les citoyens.

Une Europe durable



L'Europe doit être un acteur de premier plan dans la lutte pour l'environnement et contre le changement climatique

► La durabilité est un **processus prospectif** qui doit être guidé par une volonté et une détermination politiques fortes.

► Nous avons besoin d'une Europe durable et de réorienter nos économies vers un développement résilient et coopératif, efficace dans l'utilisation des ressources, à faibles émissions de carbone et favorisant l'intégration sociale.

► Les comportements, les actions et les décisions des gouvernements, des entreprises, des travailleurs, des citoyens et des consommateurs sont déterminés par la prise de conscience de leurs incidences économiques, environnementales et sociales de manière responsable.

► L'UE doit transformer une économie linéaire en une économie circulaire sans carbone. Les politiques

relatives à l'économie circulaire devraient garantir des cycles longs, à petite échelle, à ancrage local et propres.

► L'investissement durable est un instrument essentiel pour orienter et encourager le processus de renforcement du leadership de l'Europe en faveur d'une société durable, qui stimule la création d'emplois de qualité, les énergies renouvelables, les transports publics verts abordables et accessibles, les technologies numériques écoconçues, la recherche et l'innovation. Ce point est particulièrement crucial pour les jeunes et les régions à fort taux de chômage ou confrontées à des changements structurels.

UNE EUROPE FORTE ET UNIE QUI PROMEUVE UN MONDE MEILLEUR.

Stratégie pour une démocratie forte en Europe

Les institutions européennes et les États membres doivent respecter l'état de droit et les droits fondamentaux, accroître la transparence, lutter contre la corruption et veiller à l'application efficace du traité de Lisbonne.

► L'UE a besoin d'un mécanisme global afin de surveiller régulièrement l'état de la démocratie et l'état de droit.

► Participation pleine et entière du Parlement européen dans tous les domaines politiques.

► Dialogue social fort et rôle des partenaires sociaux dans la politique de l'UE.

► Utilisation efficace des organes consultatifs de participation.

► Consultation en bonne et due forme des organisations représentatives.

► Transparence de la participation des acteurs concernés au processus juridique.

► L'UE doit soutenir les groupes

minoritaires contre toute discrimination.

► L'UE doit offrir une protection aux syndicats, aux militants, aux journalistes et aux lanceurs d'alerte qui dénoncent des comportements illicites, des abus de droit ou des informations cachées dans l'intérêt public.

Une mondialisation et une politique commerciale équitables

La politique commerciale de l'UE doit refléter les valeurs qui lui sont propres et être cohérente avec ces dernières en tant que leader mondial en matière de développement durable. Pour cela, l'UE devrait renforcer et améliorer son modèle de normes élevées dans les domaines de l'environnement et de la société au moyen des instruments suivants:

► **Élaborer un programme ambitieux** en matière de politique commerciale à tous les niveaux permettra

de créer de la croissance et des emplois de qualité dans l'UE tout en promouvant à l'échelle mondiale une politique commerciale fondée sur des règles;

► Renforcer le rôle de l'OIT dans la politique mondiale;

► Prévoir des clauses sociales protégeant les droits des travailleurs dans tous les accords commerciaux;

► Coopération internationale, promotion des droits des travailleurs et solidarité avec les réfugiés;

► Mettre en place des accords de commerce et des politiques commerciales assortis de normes sociales et environnementales élevées, qui préservent des services publics de qualité.

► Tous les accords commerciaux doivent prévoir un mécanisme de suivi associant la société civile afin de garantir le suivi des engagements et des risques et opportunités liés à l'ouverture commerciale.



Le Groupe des Travailleurs

Nos priorités



gr2@eesc.europa.eu



+32 2 546 97 55



www.eesc.europa.eu/gr2



@WorkersEESC

@TravailEESC



Workers' Group

Groupe des travailleurs